



Ruby Sandhu-Rojon

Représentante Spéciale
Adjointe du Secrétaire
général et Chef du Bureau
des Nations Unies pour
l'Afrique de l'Ouest et le
Sahel



Tout en protégeant
notre staff, nous
avons, à l'instar
des autres agences
des Nations Unies,
non seulement
veillé à poursuivre
notre engagement,
mais également
à apporter notre
soutien aux efforts
des pays de la
sous-région dans
leur lutte contre la
propagation de la
pandémie.

Une réponse active et coordonnée est nécessaire pour combattre la COVID-19

L'irruption de la pandémie du COVID-19 a bouleversé nos habitudes. Face à une crise sanitaire mondiale inédite, il fallait impérativement et rapidement s'adapter tout en mettant les moyens nécessaires pour faire face à cette crise.

Acteur régional majeur en Afrique de l'Ouest et au Sahel, notre bureau, UNOWAS, a dès le début de la crise, pris les mesures qui s'imposaient à travers une réponse efficace et coordonnée.

D'abord, au niveau interne. A travers son Equipe de Gestion de Crise, UNOWAS a pris des mesures rapides pour protéger son staff, tout en mettant en place un dispositif administratif et logistique pour assurer la continuité de la mise en œuvre de son mandat.

Les mesures prises par UNOWAS qui sont revues régulièrement, s'inscrivent dans le cadre d'une réponse coordonnée de tout le système des Nations Unies avec les autorités du Sénégal et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'entité chargée de la gestion de la crise du COVID-19 au sein des Nations Unies.

Tout en protégeant notre staff, nous avons, à l'instar des autres agences des Nations Unies, non seulement veillé à poursuivre notre engagement, mais également à apporter notre soutien aux efforts des pays de la sous-région dans leur lutte contre la propagation de la pandémie.

Car face à une pandémie qui ne connaît pas de frontière, ni de religion, et ni d'ethnie, il fallait et il faut encore, plus d'union et de solidarité pour vaincre le COVID-19, et amorcer l'étape post pandémie.

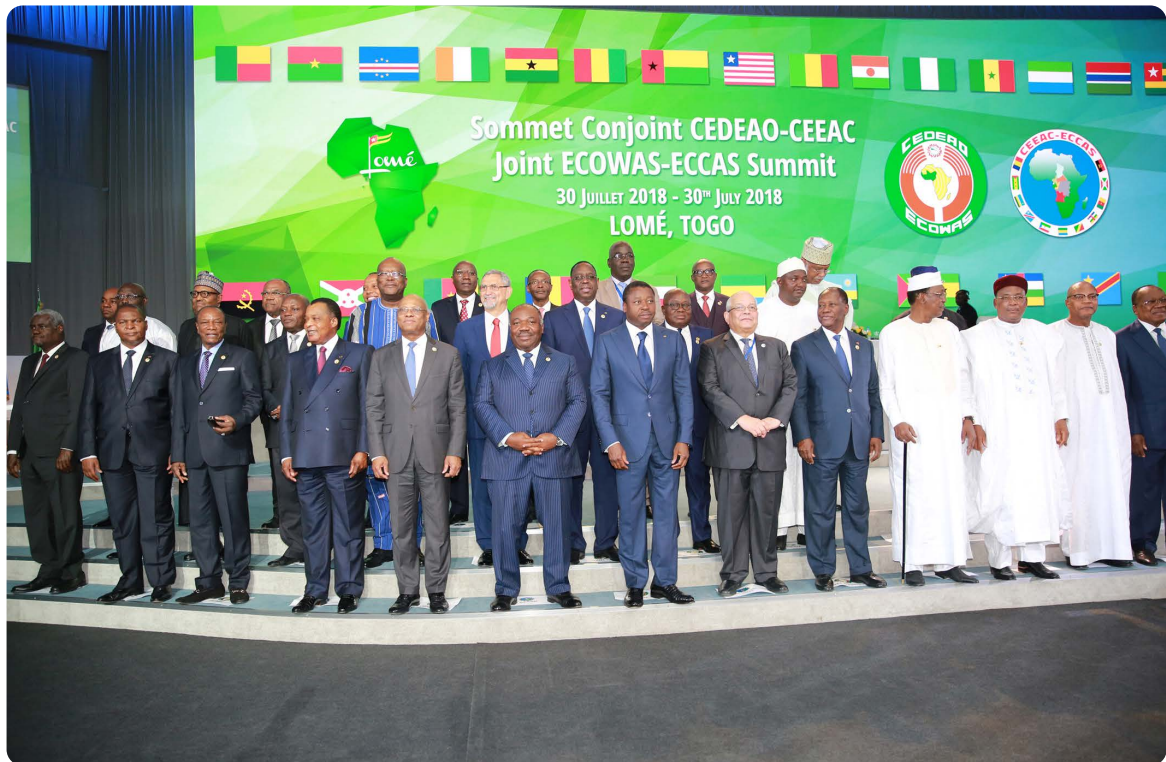
C'est le sens de la démarche de l'UNOWAS sous le leadership du Représentant spécial, Mohamed Ibn Chambas. Plusieurs activités et engagements ont été entrepris- et d'autres sont en cours- avec les pays de la sous-région et les différents partenaires régionaux et internationaux pour soutenir et renforcer des réponses solidaires qui intègrent la protection des populations vulnérables et tiennent compte du respect du droit de l'homme.

Alors que beaucoup de pays dans le monde et dans notre sous-région commencent à lever les mesures de restrictions imposées depuis le début de la crise, il est très important que nous maintenions notre vigilance, et continuions, avec patience et solidarité, de respecter les mesures sanitaires de protection pour mettre fin à cette pandémie.

Cet éditorial est rédigé alors que j'arrive à la fin de ma carrière aux Nations unies et que je quitte avec la ferme conviction que le multilatéralisme est nécessaire pour répondre aux défis critiques auxquels le monde est confronté.



“Ensemble, nous vaincrons le COVID-19”



▲
Joint Summit of Heads of State and Government of the Economic Community of West African States (ECOWAS) and the Economic Community of Central African States (ECCAS). July 30, 2018. Lomé

Depuis l’irruption et la propagation de la pandémie du COVID-19, notre mode de vie et système de fonctionnement ont soudainement changé.

Le monde entier essaye de s’adapter pour faire face à la propagation de ce virus qui menace l’humanité toute entière.

Dans une réaction, désormais, globalisée, des mesures sans précédent, souvent drastiques, sont prises par tous les pays pour protéger les populations et éradiquer cette pandémie qui ne connaît pas de frontière.



Nous traversons une épreuve difficile et complexe qui exige de nous tous une mobilisation inédite de nos moyens et efforts, mais aussi- et surtout- de nos solidarités-

Plus que jamais, l'intérêt et la protection de l'être humain doivent être au centre de nos préoccupations premières.

Plus que jamais, nos relations au niveau local, national, régional et international, doivent être cimentées par la force de nos solidarités et l'ardeur de notre optimisme.

Car notre région, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, n'est pas épargnée.

Les populations sont également touchées par la propagation du virus qui s'ajoute à la liste de défis auxquels fait déjà face notre région.

Les autorités et les gouvernements en place ont pris les dispositions indispensables pour protéger les populations et articuler une réponse efficace à la crise.

Je salue le courage et le dévouement de tout le personnel hospitalier, et les divers services et institutions qui travaillent sans relâche dans les pays de la région pour protéger les populations et apporter l'aide nécessaire, tout en veillant au respect des mesures et recommandations édictées par les autorités nationales et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

La discipline et le respect des mesures mises en place dans les pays de la région, démontrent le civisme et le sens de la solidarité qu'il faut sauvegarder.

Ils soulignent également la détermination de chaque individu à agir pour l'intérêt de tous.

J'appelle tous les citoyens en Afrique de l'Ouest et le Sahel à maintenir cette détermination et à continuer à respecter toutes les mesures imposées par les autorités nationales pour lutter contre la propagation du COVID-19.

J'encourage les autorités et les gouvernements de la région à redoubler d'ardeur pour assurer une protection et une aide inclusives.

Mais il est crucial que la mobilisation et les efforts que fournissent les pays de la région, soient soutenus d'une manière rapide et coordonnée par la communauté internationale qui doit, en ces moments difficiles, jouer pleinement son rôle de promoteur actif d'une solidarité universelle.



La discipline et le respect des mesures mises en place dans les pays de la région, démontrent le civisme et le sens de la solidarité qu'il faut sauvegarder



C'est dans ce sens que les Nations Unies ont entrepris des actions fortes.

Un appel à l'annulation ou le report de la dette africaine, a été lancé par les Nations Unies pour soutenir les pays en développement.

Le 25 mars dernier, le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a lancé le plan pour une réponse humanitaire mondiale de 2 milliards de dollars pour financer la lutte contre COVID-19 dans les pays les plus pauvres du monde.

Il a également lancé un appel pour un cessez-le-feu immédiat dans tous les coins du monde afin de renforcer l'action diplomatique, aider à créer les conditions pour faciliter l'acheminement de l'aide vitale et d'apporter de l'espoir aux endroits qui sont parmi les plus vulnérables à la pandémie COVID-19.

Ce sont là, parmi d'autres actions quotidiennes, des mesures concrètes pour accompagner les efforts des pays touchés par la pandémie- et une initiative essentielle pour refaçonner une solidarité universelle, désormais urgente.

Le personnel des Nations Unies est mobilisé sur tous les fronts.

Les Résidents Coordonnateurs et les agences du système des Nations Unies, notamment l'OMS, établis dans la sous-région, travaillent déjà en coordination avec les autorités nationales et les partenaires régionaux pour appuyer leurs réponses dans leur lutte contre COVID-19.

Le système des Nations Unies et tout son personnel travaillant en Afrique de l'Ouest et le Sahel, font partie des diverses communautés et populations qui composent cette région.

Aujourd'hui, ils le sont encore davantage. Ils sont aux côtés des autorités et des populations dans leur lutte contre COVID-19, avec dévouement et solidarité

Ensemble- nous vaincrons le COVID-19.

Plus d'articles dans le Mag

- [UNOWAS solidaire des pays de la sous-région face au COVID-19](#)
- [UNOWAS aux côtés de la CEDEAO pour juguler les effets de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest](#)
- [« À l'OMS, nous travaillons 24 heures sur 24 pour aider les gouvernements à mener la riposte contre la pandémie du COVID-19 »](#)
- [Il faut faire taire les armes pour vaincre le COVID-19](#)
- [La pandémie du COVID-19 ne peut être vaincue sans le respect effectif des droits de l'homme](#)
- [Les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise](#)
- [« Cela a été un privilège et un honneur pour moi de servir les Nations Unies »](#)
- [Une réponse collective et multidimensionnelle est nécessaire pour consolider la paix en Afrique de l'Ouest et du Sahel dans le contexte du COVID-19](#)
- [Les femmes, pièce maitresse dans la lutte contre le COVID-19 et ses effets](#)
- [« Le développement de l'Afrique ne se fera pas sans la technologie numérique »](#)
- [Entre inquiétude et optimisme, Les Sénégalais font face à la pandémie du COVID-19](#)

UNOWAS solidaire des pays de la sous-région face au COVID-19

Dès l'irruption de la pandémie du COVID-19 dans la sous-région, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, UNOWAS, s'est rapidement mobilisé pour continuer son travail-et surtout- soutenir les différents gouvernements dans leurs combats contre la propagation du Coronavirus.



Des personnes portant des masques de protection marchent à Conakry, en Guinée, le 29 avril 2020. © HRW-2020 Cellou Binani

Face à une crise sanitaire inédite qui a bouleversé la vie de millions de personnes et qui a nécessité la mise en place de mesures contraignantes pour faire face à la propagation du COVID-19, UNOWAS, comme tous les acteurs majeurs en Afrique de l'Ouest et le Sahel, a dû rapidement s'adapter à une crise désormais mondiale !

En tant que mission politique spéciale régionale qui couvre un espace géographique aussi important que complexe, il était vital pour UNOWAS d'agir sur trois priorités : la première concernait l'urgence d'assurer la protection du personnel de l'UNOWAS, la deuxième couvrait la nécessité de soutenir pays et partenaires de la sous-région, et enfin la troisième priorité consistait à veiller à la poursuite de la mise en œuvre du mandat de l'UNOWAS.



Suivant les directives dictées par le siège des Nations Unies, et celles du système des Nations Unies basé à Dakar, ainsi que les mesures prises par le gouvernement du Sénégal, UNOWAS, a dès le début de la crise du COVID-19 pris les dispositions nécessaires pour assurer la protection de tout son personnel.

Comme beaucoup d'acteurs basés au Sénégal, l'annonce le 23 mars par le Président Macky Sall de l'Etat d'urgence sanitaire assorti d'un couvre-feu et d'une série de mesures de précaution, souvent restrictives, pour faire face au COVID-19, a propulsé UNOWAS dans une nouvelle forme de travail, désormais incontournable : le télétravail.



UNOWAS est resté
pleinement engagé
aux côtés des pays
de la sous-région et
de ses partenaires
pour apporter le
soutien nécessaire
en ces temps de
crise

Pleinement engagé

« Restez chez vous » est devenu un mot d'ordre mondial pour sauver des vies et endiguer la propagation vertigineuse du Coronavirus. Mais malgré la fermeture des frontières et la mise en place de « mesures barrières », UNOWAS est resté pleinement engagé aux côtés des pays de la sous-région et de ses partenaires pour apporter le soutien nécessaire en ces temps de crise.

Dès lors, une méthode : utiliser le virtuel pour continuer d'agir sur le réel. Sur fond de rires, de cris d'enfants, et de bruits insolites, le personnel d'UNOWAS a appris à maîtriser les Zooms, Teams et autres outils de communication digitale permettant à UNOWAS, à l'instar des autres partenaires régionaux et internationaux, de rester connecté et de maintenir des relations de travail avec tous ses partenaires et interlocuteurs.

Dès le début de la crise, UNOWAS, à travers le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (RSSG), Mohamed Ibn Chambas, a multiplié les échanges avec les pays et les partenaires de la sous-région, y compris ceux du système des Nations Unies et les organisations de la société civile, afin de renouveler l'engagement et la solidarité de l'UNOWAS en ces temps difficiles, et faire valoir sa détermination dans la poursuite de la mission qui est la sienne, celle de la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

Afin d'évaluer l'impact du Covid-19 sur les pays de la sous-région et entreprendre des actions concrètes en soutien aux mesures déjà mises en place par les différents gouvernements, UNOWAS a multiplié les rencontres et consultations avec les Résidents Coordonnateurs des Nations Unies et au sein du Groupe des Nations Unies pour le Développement Durable pour la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, mais aussi avec les parte-





UNOWAS aux côtés des habitants de la commune de N'gor pour vaincre le COVID19, offre plus de 3000 masques. Photo: UNOWAS



La CEDEAO et UNOWAS soulignent l'importance de la force de l'union régionale contre la pandémie, et rappellent la nécessité de respecter les droits de l'homme

Approche régionale

A cela s'ajoute la continuité d'un partenariat régional toujours plus étroit avec la CEDEAO, partenaire traditionnel d'UNOWAS. Illustré dans une tribune conjointe dans laquelle les deux responsables de la CEDEAO et d'UNOWAS, respectivement, Jean Claude Kassi Brou et Mohamed Ibn Chambas, soulignent l'importance de la force de l'union régionale contre la pandémie, et rappellent la nécessité de respecter les droits de l'homme. Ce partenariat s'est également manifesté lors d'un récent message du Représentant spécial à l'occasion du 45ème anniversaire de la fondation de la CEDEAO dont la célébration sous le thème : « 45 ans de solidarité au service des peuples d'Afrique de l'Ouest », faisait pleinement écho au message continuellement porté par UNOWAS dans cette crise que nous vivons.

Redoublant d'effort pour renforcer une réponse solidaire et coordonnée face à la pandémie de COVID-19 qui a accentué la pauvreté, le chômage, l'insécurité alimentaire, le manque ou l'absence d'accès à l'eau et aux services de santé et d'éducation, le RSSG a également entrepris des rencontres au niveau international durant lesquelles il a, entre autres, échangé avec les Envoyés et Représentants Spéciaux pour le Sahel de l'Union



Européenne et les différents pays l'impact socio-économique de la pandémie et les moyens à mettre en œuvre pour soutenir les efforts des pays de la sous-région.

D'autres rencontres d'importance avec les officiels de divers gouvernements et des acteurs politiques ont contribué à renforcer la solidarité de l'UNOWAS et celle des Nations Unies envers les autorités et les peuples de la sous-région. En effet, cette situation inédite n'a pas empêché UNOWAS de continuer son travail et d'accentuer ses efforts afin d'assurer ses partenaires de la continuité de ses engagements.

Plus d'articles dans le Mag

- [UNOWAS solidaire des pays de la sous-région face au COVID-19](#)
- [UNOWAS aux côtés de la CEDEAO pour juguler les effets de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest](#)
- [« À l'OMS, nous travaillons 24 heures sur 24 pour aider les gouvernements à mener la riposte contre la pandémie du COVID-19 »](#)
- [Il faut faire taire les armes pour vaincre le COVID-19](#)
- [La pandémie du COVID-19 ne peut être vaincue sans le respect effectif des droits de l'homme](#)
- [Les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise](#)
- [« Cela a été un privilège et un honneur pour moi de servir les Nations Unies »](#)
- [Une réponse collective et multidimensionnelle est nécessaire pour consolider la paix en Afrique de l'Ouest et du Sahel dans le contexte du COVID-19](#)
- [Les femmes, pièce maîtresse dans la lutte contre le COVID-19 et ses effets](#)
- [« Le développement de l'Afrique ne se fera pas sans la technologie numérique »](#)
- [Entre inquiétude et optimisme, Les Sénégalais font face à la pandémie du COVID-19](#)

Au-delà de son rôle contenu dans le mandat qui lui a été donné par le Conseil de Sécurité de l'ONU, UNOWAS, en coordination avec les acteurs nationaux, régionaux et internationaux continue de promouvoir les messages de solidarité, d'union régionale et de responsabilité. Car ce n'est qu'en agissant ensemble que nous pourrons vaincre le COVID-19.

UNOWAS aux côtés de la CEDEAO pour juguler les effets de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest



Depuis le début de la crise Covid-19, les deux partenaires régionaux, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), œuvrent pour la solidarité régionale et internationale pour lutter contre la pandémie et ses conséquences dans la sous-région.

Le 24 avril 2020, s'est tenue 'virtuellement' une Session Extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO durant laquelle 15 Chefs d'Etat des pays de la sous-région se sont réunis par visioconférence pour discuter et élaborer une réponse rapide et efficace contre la propagation de la pandémie et ses impacts, néfastes, notamment sur l'économie régionale.

En effet, la rapidité de la propagation de la pandémie et son cortège de morts continue de mettre à rude épreuve non seulement les systèmes de santé de tous les pays, mais aussi l'économie mondiale, y compris celle des pays les plus développés. L'Afrique de l'Ouest et le Sahel, déjà fragilisée par une multitude de défis qui freinent son développement et

**L'intégralité du Discours
du RSSG Mohamed Ibn
Chambas**



menacent sa stabilité, doit désormais faire face à cette crise inédite dont l'impact sanitaire et socio-économique exige une mobilisation, tout aussi inédite.

Au 24 juin 2020, le nombre de cas confirmés est passé à 70 508, avec plus de 1 300 morts, sur 332,820 cas et 8,733 décès dans le continent africain, l'Afrique de l'Ouest est la sous-région la plus touchée en Afrique.

Préoccupations et actions

Tout en affichant leur détermination à coordonner leur réponse pour mieux lutter contre la propagation du COVID-19, les 15 Chefs d'Etats ont exprimé leurs préoccupations concernant les répercussions négatives de la pandémie pour l'ensemble des Etats membres de la CEDEAO, sur les plans social, économique, financier et humain, ainsi que sur le processus d'intégration régional, et le programme régional de paix et sécurité. Les mêmes préoccupations sont également partagées par les Nations Unies, à travers le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, qui a rappelé durant cette session extraordinaire que « la pandémie contribue à accroître la pression sur les systèmes de santé et de gouvernance avec de sérieuses conséquences sur l'économie, la paix et la sécurité dans la sous-région ».

Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la pandémie devrait faire disparaître plus de 300 millions d'emplois dans la population active mondiale, d'où l'urgence pour les Chefs d'Etats de la CEDEAO de prendre des mesures nationales et régionales pour protéger les populations de la sous-région de l'impact socio-économique du COVID-19.

En réponse, les 15 Chefs d'Etats se sont accordés sur un dispositif de mesures concrètes pour répondre à l'urgence sanitaire et ses conséquences socio-économiques. Sur le plan économique, la CEDEAO projette une baisse potentielle du taux de croissance économique, le faisant passer à un taux de 3,3% initialement prévu à 2% si la pandémie prenait fin en juin 2020 et à -2,1% si des mesures adéquates ne sont pas prises pour freiner la propagation du virus et si la pandémie persistait au-delà du second semestre de 2020 comme projetée par le Fonds Monétaire Internationale (FMI).



les 15 Chefs d'Etats
se sont accordés
sur un dispositif de
mesures concrètes
pour répondre
à l'urgence
sanitaire et ses
conséquences
socio-économiques



Face à ce constat, les Etats membres de la CEDEAO ont pris une série de mesures pour répondre au défi sanitaire et juguler l'impact économique de la pandémie. Ils se sont, entre autres, engagés à apporter leur contribution au Fonds de solidarité de l'Union Africaine et à allouer au moins 15% de leur budget annuel au renforcement de leurs systèmes de soins de santé. Le sommet de la CEDEAO a également recommandé de soutenir l'initiative de l'Union Africaine de négocier avec les partenaires pour une annulation de la dette publique et une restructuration de la dette privée des pays Africains. Il a également été décidé de lancer un appel à la Communauté internationale pour la mobilisation de ressources additionnelles au profit de la Région pour faire face aux défis économiques et sociaux auxquels sont confrontés les pays. Pour une meilleure coordination régionale dans la riposte, les Chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO ont mis en place des comités ministériels de coordination de la santé, des finances et des transports afin de coordonner les efforts régionaux de lutte contre la pandémie, sous la supervision du Président de la République Fédérale du Nigeria. Le sommet a, aussi, encouragé les Etats à mettre en place des appuis importants pour soutenir les secteurs sociaux (outils pour enseignement à distance, renforcement des systèmes et infrastructure de santé, facilitation de l'accès à internet) et les couches sociales les plus défavorisées (filets sociaux) et à initier un Programme de soutien au secteur de la fabrication des produits pharmaceutiques et des équipements de protection sanitaire dont la production locale couvre à peine 20% des besoins de consommation actuels de la Région.



Solidarité et mobilisation

Face à une pandémie qui ne connaît pas de frontière, la solidarité et la mobilisation à l'échelle nationale, régionale et internationale est cruciale. Aucun pays ne peut faire face seule à cette crise. C'est en effet le message qu'a martelé le Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel lors de ce sommet, qui a rappelé la détermination des Nations Unies, en cette période de crise majeure, à promouvoir la solidarité internationale et l'union pour vaincre le Covid-19 à travers plusieurs initiatives, notamment le lancement d'un plan de réponse humanitaire mondial de 2 milliards de dollars pour aider les pays les plus pauvres du monde à lutter contre COVID-19 et ont lancé un appel pour un cessez-le-feu immédiat dans les zones en conflit pour faciliter la fourniture d'une aide humanitaire aux plus vulnérables. Les Nations Unies travaillent également en étroite collaboration avec les différents gouvernements, y compris en Afrique de l'Ouest et le Sahel, pour mettre en place des pôles humanitaires régionaux. En Afrique, ces hubs devraient être créés à Accra, Addis, Le Caire et Johannesburg et serviraient à faciliter l'assistance aux populations les plus vulnérables.

Le Représentant spécial a également insisté sur les répercussions que pourrait avoir cette pandémie sur la paix et la sécurité dans la sous-région, sur la situation humanitaire déjà désastreuse en particulier dans le Sahel et le Bassin du Lac Tchad ainsi que sur les processus politiques, en soulignant que cette crise pourrait affecter la capacité des États à répondre aux menaces à la paix et à la sécurité nationales et régionales.

Rappelant l'importance du partenariat avec la CEDEAO face à cette crise, le Chef d'UNOWAS, M. Ibn Chambas, a également appelé à davantage d'inclusivité dans la mise en œuvre des mesures prises contre la propagation de la maladie. « Même si elles sont nécessaires dans ces circonstances, les mesures qui ont été mises en place ont un impact sur les populations, en particulier les plus vulnérables, y compris les femmes et les jeunes, c'est pourquoi nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour les placer au centre de notre prise de décision », a-t-il dit.



Documents connexes

- [Communiqué Final : Session Extraordinaire de la Conférence Des Chefs d'Etat Et De Gouvernement de la CEDEAO \(Par Visioconférence, le 23 avril 2020\)](#)
- [Discours du Président Jean Claude Brou – Sommet Extraordinaire – CEDEAO COVID-19](#)
- [Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le COVID19 : discours du Président en exercice de la CEDEAO, Issoufou Mahamadou](#)

« À l'OMS, nous travaillons 24 heures sur 24 pour aider les gouvernements à mener la riposte contre la pandémie du COVID-19 »



Pouvez-vous nous dire comment la pandémie du COVID-19 progresse en Afrique de l'Ouest ?

La pandémie du COVID-19 continue d'augmenter en Afrique de l'Ouest. Sur les 47 pays de la Région Afrique de l'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS)-constituée principalement l'Afrique subsaharienne et l'Algérie-, l'Afrique de l'Ouest représente plus de 37 % de tous les cas signalés (environ 34 000 cas dans 16 pays). La majorité d'entre eux se trouvent dans quelques pays. Actuellement, le Nigeria compte près de 9000 cas, le Ghana environ 7 000 et la Guinée et le Sénégal sont à environ 3 000 cas signalés chacun.

La majorité des pays ont encore moins de 1 000 cas signalés, et dans la moitié des pays, par rapport à ce qu'ils étaient il ya deux semaines, les cas ont augmenté de moins de 50 %. Donc, ce sont des signes encourageants. Au cours de la même période cependant, dans quelques pays, les cas ont





Il s'agit d'un effort de toute la société, tout le monde a un rôle à jouer, et avec la solidarité, la science et l'équité, nous pouvons sauver des vies et servir les plus vulnérables.

plus que doublé. Nous surveillons donc cette situation de près et continuons de travailler avec nos partenaires, à l'appui des gouvernements, pour contenir la propagation de ce virus. Nous suivons également de très près la situation dans les zones humanitaires en Afrique de l'Ouest, car ce sont les communautés les plus vulnérables au monde.

Quelles leçons ont été tirées de la lutte contre les flambées précédentes comme ebola en Afrique de l'Ouest?

Dans les cas d'Ebola et d'autres flambées généralisées et graves (comme le choléra, la fièvre de lassa, la fièvre jaune et la rougeole), les capacités de référence ont été renforcées dans la surveillance, les laboratoires et d'autres interventions de santé publique.

Nous avons appris que les approches multisectorielles, qui engagent l'ensemble du gouvernement et de toute la société, sont essentielles. Cela est un long parcours qui a débuté avec nos travaux sur le VIH/sida – comment répartir les tâches en fonction des avantages comparatifs de chaque agence. Pour le COVID-19, au sein de l'ONU, nous faisons cela, en bénéficiant de l'expertise des agences qui travaillent sur des considérations socio-économiques, et d'autres qui se concentrent sur des groupes de population spécifiques.

Dans le passé, la coordination dans la riposte aux flambées était parfois ponctuelle, mais nous disposons maintenant de plateformes de coordination au niveau des Etats, telles que



des groupes de travail présidentiels ou ministériels et des systèmes de gestion des incidents, avec des procédures d'exploitation normalisées. Des capacités institutionnelles ont été établies dans des pays et des instituts nationaux de santé publique, des universités, des organisations de référence et d'autres groupes, y compris le secteur privé, ont été mobilisés pour soutenir la réponse.

Comme vous le savez peut-être, l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest a conduit à une réforme du travail de l'OMS dans les situations d'urgence pour rendre l'organisation plus rapide, plus opérationnelle et mieux coordonnée. Il s'agissait notamment d'élaborer des outils de suivi et d'évaluation pour renforcer la mise en œuvre du Règlement sanitaire international (2005) (qui est le traité juridique international sur les urgences de santé publique).

Ainsi, les capacités ont été construites sur la base des données probantes, en utilisant ces outils. Par exemple, 46 des 47 pays de la Région africaine de l'OMS ont fait l'objet d'un examen indépendant de leur préparation aux situations d'urgence, connu sous le nom d'évaluation externe conjointe, et 30 ont par la suite élaboré des plans pour combler les plus grandes lacunes. Mobiliser des fonds pour mettre en œuvre ces plans a été un défi, mais j'espère que la pandémie du COVID-19 met en évidence que la préparation est un bon investissement.

Les pays commencent à lever leurs mesures de confinement êtes-vous préoccupée par ce qui peut arriver?

Les gouvernements ont dû prendre des décisions très difficiles ces derniers mois : s'il faut agir rapidement dans la mise en œuvre de mesures sociales avec des informations limitées, ou attendre que les capacités soient élargies, avec le risque que les cas se propagent. En particulier en Afrique, où les gens dépendent des revenus quotidiens pour mettre de la nourriture sur la table pour leurs familles, les gouvernements doivent trouver un équilibre entre sauver des vies et protéger les moyens de subsistance.

Les pays ont profité de la période de confinement pour accroître les capacités de santé publique et informer et éduquer les communautés sur les mesures préventives que nous devrions tous prendre. Ils assouplissent également les restrictions conformément aux recommandations de l'OMS, afin d'adopter une approche étape par étape axée sur les données.



Les pays ont profité de la période de confinement pour accroître les capacités de santé publique et informer et éduquer les communautés sur les mesures préventives que nous devrions tous prendre



Dans l'ensemble, en Afrique de l'Ouest, le doublement de l'épidémie a ralenti, passant de 4,1 jours au 1er avril à 7,8 jours au 10 mai à 9,6 jours au 24 mai. Les pays devraient continuer à suivre de près la progression de l'épidémie, aux niveaux des districts et des provinces, afin que les mesures sociales puissent être ajustées pour contenir toute vague de cas dans les zones à risque.

Comment l'OMS soutient-elle les pays pour lutter contre le COVID-19 en Afrique de l'Ouest ?

À l'OMS, nous travaillons 24 heures sur 24 pour aider les gouvernements à mener la riposte à la pandémie du COVID-19. Nous avons des équipes dans tous les pays, et en Afrique de l'Ouest, nous avons mobilisé plus de 300 membres du personnel, y compris de notre centre d'urgence à Dakar et notre équipe de soutien inter-pays à Libreville. Nous avons également déployé des experts internationaux pour appuyer la réponse.

Avec le Programme Alimentaire Mondial et d'autres partenaires, nous avons fourni et réapprovisionné des fournitures essentielles, telles que des trousseaux d'essai de laboratoire et des équipements de protection individuelle pour les agents de santé, ainsi que du matériel médical.

Si l'on remonte à début février, en Afrique de l'Ouest, seul le Sénégal pouvait diagnostiquer le COVID-19, et maintenant tous les pays peuvent le faire. À l'aide de séances virtuelles interactives, nous avons formé plus de 5 000 agents de santé de première ligne dans des domaines clés de l'intervention, tels que la prévention et le contrôle des infections et la gestion des cas, et nous travaillons en partenariat avec le West Africa College of Nurses et des associations professionnelles nationales activer ces compétences.

En outre, tous les mardis, je rencontre pratiquement les directeurs régionaux de nos agences sœurs des Nations Unies en Afrique de l'Ouest et du Centre, afin de coordonner et de prendre des mesures pour faire face aux conséquences sanitaires et atténuer les impacts sociaux et économiques de cette pandémie. Comme je l'ai mentionné précédemment, il s'agit d'un effort de toute la société, tout le monde a un rôle à jouer, et avec la solidarité, la science et l'équité, nous pouvons sauver des vies et servir les plus vulnérables.

Interview réalisée en mi-mai 2020

Plus d'articles dans le Mag

- [UNOWAS solidaire des pays de la sous-région face au COVID-19](#)
- [UNOWAS aux côtés de la CEDEAO pour juguler les effets de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest](#)
- [« À l'OMS, nous travaillons 24 heures sur 24 pour aider les gouvernements à mener la riposte contre la pandémie du COVID-19 »](#)
- [Il faut faire taire les armes pour vaincre le COVID-19](#)
- [La pandémie du COVID-19 ne peut être vaincue sans le respect effectif des droits de l'homme](#)
- [Les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise](#)
- [« Cela a été un privilège et un honneur pour moi de servir les Nations Unies »](#)
- [Une réponse collective et multidimensionnelle est nécessaire pour consolider la paix en Afrique de l'Ouest et du Sahel dans le contexte du COVID-19](#)
- [Les femmes, pièce maîtresse dans la lutte contre le COVID-19 et ses effets](#)
- [« Le développement de l'Afrique ne se fera pas sans la technologie numérique »](#)
- [Entre inquiétude et optimisme, Les Sénégalais font face à la pandémie du COVID-19](#)

Il faut faire taire les armes pour vaincre le COVID-19

Dès le début de la crise du COVID-19, les Nations Unies ont appelé à un cessez-le-feu mondial immédiat et responsable pour que les populations dans les zones de conflit soient aussi protégées contre le virus.

La sculpture «Non-Violence» (ou «Knotted Gun») de l'artiste suédois Carl Fredrik Reuterswärd exposée au siège de l'ONU. NY ▶




« La furie avec laquelle s'abat le virus montre bien que se faire la guerre est une folie. C'est la raison pour laquelle j'appelle aujourd'hui à un cessez-le-feu immédiat, partout dans le monde ».

« La furie avec laquelle s'abat le virus montre bien que se faire la guerre est une folie. C'est la raison pour laquelle j'appelle aujourd'hui à un cessez-le-feu immédiat, partout dans le monde ». C'est en ces termes que le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a lancé le 23 mars 2020 un appel pour un cessez-le-feu mondial. Lancé seulement quelques jours après que l'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS) a déclaré la maladie de Coronavirus (COVID-19), une pandémie, l'appel du Secrétaire général a vu rapidement l'adhésion de plusieurs Etats, des organisations régionales et non gouvernementales, des acteurs de la société civile, des leaders religieux ainsi que des groupes armés, ainsi que de l'opinion publique régionale et internationale qui a relayé les messages en faveur de l'application du cessez-le-feu mondial.





Des Casques bleus de la MINUSMA en patrouille à l'intérieur du Mali. Photo : MINUSMA


En Afrique de l'Ouest et au Sahel, plusieurs Etats doivent faire face à deux « guerres », celle contre la COVID-19 dont les cas de contaminations augmentent de jour en jour et celle contre le terrorisme

Le silence des armes pendant cette période de pandémie devrait permettre de se concentrer prioritairement sur la lutte contre le virus et de fournir une aide humanitaire et sanitaire rapides aux populations se trouvant dans des zones de conflit. Dans son rapport au Conseil de sécurité de l'ONU publié le 21 mai 2020, le Secrétaire général de l'ONU a déclaré que la pandémie a déjà eu un impact grave sur les efforts visant à protéger les civils, en particulier dans les pays touchés par un conflit où les systèmes de santé sont déjà fragilisés.

Deux « guerres »

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, plusieurs Etats doivent faire face à deux « guerres », celle contre la COVID-19 dont les cas de contaminations augmentent de jour en jour et celle contre le terrorisme qui ne cesse de produire son lot d'attaques quotidiennes. En effet, les violences contre les civils et les forces de défense se sont intensifiées dans la région du Sahel, notamment au Burkina Faso, Niger, Nigeria et Tchad en cette période où les gouvernements et les populations se battent pour sauver et protéger les vies de centaines de millions de personnes et contrer les effets du COVID-19 sur les économies. « Il est à craindre que les groupes extrémistes n'exploitent davantage cette situation de faiblesse pour opérer des attaques opportunistes dans la zone du Bassin du Lac Chad » alerte le Représentant Spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas. Pour rappel, Le 23 mars, près d'une centaine de soldats tchadiens et environ 77 soldats nigériens ont été tués dans des attaques distinctes menées par des groupes extrémistes dans la région du bassin du lac Tchad.



Le 11 mai, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, a tiré la sonnette d'alarme sur le nombre croissant de déplacés depuis avril et sur la situation sécuritaire inquiétante au nord du Nigeria. Le HCR estime que plus de 23 000 personnes ont fui les violences au Nigeria pour se réfugier au Niger. Cette situation sécuritaire qui pousse les populations à se déplacer vers des zones plus sûres pourrait anéantir les efforts des Etats dans la lutte contre la propagation du virus.

Plus d'articles dans le Mag

- UNOWAS solidaire des pays de la sous-région face au COVID-19
- UNOWAS aux côtés de la CEDEAO pour juguler les effets de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest
- « À l'OMS, nous travaillons 24 heures sur 24 pour aider les gouvernements à mener la riposte contre la pandémie du COVID-19 »
- Il faut faire taire les armes pour vaincre le COVID-19
- La pandémie du COVID-19 ne peut être vaincue sans le respect effectif des droits de l'homme
- Les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise
- « Cela a été un privilège et un honneur pour moi de servir les Nations Unies »
- Une réponse collective et multidimensionnelle est nécessaire pour consolider la paix en Afrique de l'Ouest et du Sahel dans le contexte du COVID-19
- Les femmes, pièce maitresse dans la lutte contre le COVID-19 et ses effets
- « Le développement de l'Afrique ne se fera pas sans la technologie numérique »
- Entre inquiétude et optimisme, Les Sénégalais font face à la pandémie du COVID-19

Pour l'instant 16 groupes armés dans la sous-région, dont le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) au Sénégal, ont répondu favorablement à l'appel de M. Guterres. Mais, malgré les multiples engagements en faveur de l'appel, la concrétisation du cessez-le-feu reste encore difficile. « Nous savons que la méfiance reste élevée et qu'il est difficile de passer à la mise en œuvre », a déclaré le Secrétaire Général dans son deuxième appel à une cessation des hostilités. « Nous devons faire tout notre possible pour trouver la paix et l'unité dont notre monde a désespérément besoin pour combattre COVID-19, » a-t-il ajouté.

La pandémie du COVID-19 ne peut être vaincue sans le respect effectif des droits de l'homme



Photo publiée par accord.org.za

« C'est une crise économique. Une crise sociale et une crise humaine qui devient rapidement une crise des droits de l'homme ». Ces paroles du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, résument la nécessité d'une action concertée pour faire face à l'impact de la pandémie du COVID-19 et mettre en place des mesures pour y remédier dans le respect des droits de l'homme.

Comme le reste du monde, les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel ont mis en place de multiples actions en réponse à la pandémie, notamment, la fermeture de leurs frontières terrestres, aériennes et maritimes, le confinement et les cordons sanitaires, l'imposition de l'état d'urgence et des couvre-feux, le port obligatoire de masques dans les lieux publics, ainsi que d'autres mesures sanitaires.

Certaines de ces mesures, même si elles sont autorisées en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme dans le contexte de l'urgence sanitaire mondiale, provoquent divers débats sur l'alignement de leur application sur les normes des droits de l'homme.



Les confinements et autres limitations restreignent la liberté de mouvement et de réunion et réduisent la capacité de nombreuses personnes de travailler et de gagner leur vie, ce qui a eu un impact sur la jouissance de leurs droits économiques et sociaux. L'impact économique à long terme de la pandémie en raison de la baisse des sources de revenus, l'augmentation des déficits budgétaires, l'inflation croissante en particulier des produits de base et l'augmentation du chômage, peuvent avoir un impact grave sur la jouissance des droits, comme, la santé, l'éducation, la nourriture, l'accès à l'eau potable et le droit au développement.

Mettre l'accent sur le développement humain

Pour réduire les effets de ces mesures sur les droits de l'homme et le bien-être des populations, les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel ont pris des mesures proactives additionnelles telles que le lancement de programmes de protection économique et sociale. Bien que la réaction à ces programmes varie d'un pays à l'autre, il est important de souligner que s'ils sont rigoureusement mis en œuvre, ils pourraient constituer un filet de sécurité sociale efficace dans le court et moyen terme pendant que les Etats dans la sous-région continuent de faire face à la pandémie.

Mais tout comme l'épidémie d'Ebola, cette pandémie a révélé le manque chronique d'investissement dans les systèmes de santé et les profondes insuffisances dans les systèmes de gouvernance qui, au fil du temps, n'ont pas permis de créer un environnement propice au respect des droits de l'homme tels que le droit au meilleur état de santé physique et mentale possible.

A cause des faibles niveaux d'investissement, de nombreux systèmes de santé dans la sous-région ne sont pas en mesure de fournir des soins de santé de base à la population. La situation peut être aggravée par la pandémie.

La pandémie a également révélé les lacunes dans l'élaboration des politiques et la nécessité de reprioritiser et de se concentrer sur le développement humain. Elle a montré que la sécurité humaine, qui comprend les soins de santé appropriés est inextricablement liée à la sécurité de l'État et doit donc être prise très au sérieux par les décideurs politiques.

Sans aucun doute, les pays de la sous-région saisiront cette occasion pour redoubler d'efforts et élaborer des politiques et des programmes axés sur les droits de l'homme afin d'assurer la fourniture de services de santé conformément à leurs obligations en vertu du droit international de l'homme.



Les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel ont pris des mesures proactives additionnelles telles que le lancement de programmes de protection économique et sociale





Malgré la menace COVID-19, plus de 7 millions d'électeurs maliens ont été appelés le 29 mars 2020 à choisir leurs 147 membres de l'Assemblée nationale malienne lors du premier tour des élections législatives à travers le pays. Photo: MINUSMA

Impact sur les droits de l'homme

La réponse à la pandémie soulève également d'autres questions.

Les restrictions ont réduit l'espace civique et la possibilité que les débats favorisent la responsabilité publique de la réponse et sur des questions de gouvernance plus larges. Certains acteurs des droits de l'homme ont exprimé de sérieuses préoccupations au sujet des restrictions qui leur ont été imposées pour surveiller les questions relatives aux droits de l'homme relatives à la réponse.

Au même moment, les rapports faisant état d'un recours excessif à la force par les forces de sécurité tout en assurant le respect des mesures de confinement et d'autres restrictions ont renforcé l'examen de leur rôle dans la réponse globale à la pandémie et de son impact sur les droits de l'homme.

Dans certains pays, les forces de sécurité déployées pour assurer le respect des droits de l'homme ont été impliquées dans des violations des droits de l'homme telles que le droit à la vie, la torture ou des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'arrestation et la détention arbitraire qui remet ainsi en question la nécessité et la proportionnalité de leurs actes.

La Commission nigériane des droits de l'homme a indiqué qu'entre le 31 mars et le 4 mai, au moins 29 personnes ont été tuées, en majorité par les forces de sécurité qui ont imposé le confinement.



Les restrictions ont réduit l'espace civique et la possibilité que les débats favorisent la responsabilité publique de la réponse et sur des questions de gouvernance plus larges





Au regard de la perception croissante de l'instrumentalisation du système de justice dans la région, les acteurs des droits de l'homme continuent de surveiller de près l'utilisation des pouvoirs supplémentaires confiés à l'Exécutif pour faire face à la pandémie

Les acteurs des droits de l'homme au Ghana, en Guinée, au Niger, au Sénégal et au Togo ont fait part de leurs préoccupations concernant l'utilisation excessive de la force par les forces de sécurité.

En réponse, les autorités ont, dans certains cas, promis d'ouvrir des enquêtes et de répondre à ces préoccupations. Au Togo, par exemple, le commandant de la force spéciale COVID-19 a été retiré et des enquêtes ont été ouvertes.

En outre, dans le cadre des mesures visant à freiner la propagation de la pandémie dans les établissements pénitentiaires, environ six mille prisonniers ont été libérés ou sont libérés au Mali, au Niger, au Nigeria, au Sénégal et au Togo. Il est urgent que tous les pays de la sous-région saisissent cette occasion pour décongestionner les prisons et entreprendre de profondes réformes pénitentiaires.

Au regard de la perception croissante de l'instrumentalisation du système de justice dans la région, les acteurs des droits de l'homme continuent de surveiller de près l'utilisation des pouvoirs supplémentaires confiés à l'Exécutif pour faire face à la pandémie afin de s'assurer qu'ils sont utilisés exclusivement dans le cadre de la réponse à la pandémie et non pour des gains politiques personnels ou partisans.

2020 est aussi une année d'importantes élections. Dans des pays comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée et le Niger qui se préparent à des élections présidentielles, il est vital que tout soit mis en œuvre d'une manière inclusive et consensuelle pour assurer que l'organisation des scrutins se déroule dans le respect de la loi et celui du droit des électeurs, seuls garants d'une élection pacifique.

Le soutien des Nations Unies

Outre le soutien technique et financier apporté aux gouvernements de la sous-région par les équipes pays des Nations Unies à l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'urgence nationaux, l'ONU continue d'aider les autorités à intégrer également les droits de l'homme dans la réponse.

Elle plaide pour que les droits de l'homme soient au centre de la riposte. Le 23 avril, un rapport sur le COVID-19 et les droits de l'homme a été élaboré ; il fournit des orientations sur la garantie d'une approche des droits de l'homme à la réponse.



La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mme Michelle Bachelet, en plus du soutien ap-

porté par son Bureau aux autorités nationales, y compris en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel, a écrit aux Institutions nationales des droits de l'homme pour reconnaître leur rôle clé et leur demander de participer davantage à la conception et à la mise en œuvre des plans d'intervention.

En Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel, le Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M. Mohamed Ibn Chambas a rappelé la nécessité d'assurer le respect des droits de l'homme tout en luttant contre la pandémie. Conjointement avec le Président de la Commission de la Commission Economique Des Etat de Afrique de l'Ouest, Jean Claude Brou, ils ont également souligné la centralité des droits de l'homme dans la réponse au COVID-19.

Vaincre le COVID-19 est une responsabilité collective. Cela exigera un objectif commun qui va au-delà des concepts, des positions de partis politiques, des systèmes politiques et de gouvernance, des croyances traditionnelles et culturelles. Il faudra également une approche fondée sur les droits de la personne qui améliorerait la participation significative des communautés, des femmes, des groupes vulnérables et marginalisés dans la recherche de solutions tout en prévenant et en s'attaquant aux cas de stigmatisation et de victimisation qui pourraient affaiblir les efforts en cours.

Dans cette crise inédite, il est impératif de renforcer un engagement constructif entre l'État et les citoyens dans la recherche de solutions.

Il est crucial que les dirigeants continuent de faire preuve de leadership à tous les niveaux afin de maintenir la responsabilité et l'appropriation locales, nationales et régionales, de la mise en œuvre réussie des mesures déjà prises et celles à venir.

Plus d'articles dans le Mag

- [UNOWAS solidaire des pays de la sous-région face au COVID-19](#)
- [UNOWAS aux côtés de la CEDEAO pour juguler les effets de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest](#)
- [« À l'OMS, nous travaillons 24 heures sur 24 pour aider les gouvernements à mener la riposte contre la pandémie du COVID-19 »](#)
- [Il faut faire taire les armes pour vaincre le COVID-19](#)
- [La pandémie du COVID-19 ne peut être vaincue sans le respect effectif des droits de l'homme](#)
- [Les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise](#)
- [« Cela a été un privilège et un honneur pour moi de servir les Nations Unies »](#)
- [Une réponse collective et multidimensionnelle est nécessaire pour consolider la paix en Afrique de l'Ouest et du Sahel dans le contexte du COVID-19](#)
- [Les femmes, pièce maitresse dans la lutte contre le COVID-19 et ses effets](#)
- [« Le développement de l'Afrique ne se fera pas sans la technologie numérique »](#)
- [Entre inquiétude et optimisme, Les Sénégalais font face à la pandémie du COVID-19](#)

Les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise

Tribune conjointe de Jean-Claude Kassi Brou and Mohamed Ibn Chambas



Campagne de sensibilisation pour freiner la propagation du nouveau coronavirus, à Dakar, au Sénégal, le 18 avril 2020. © Sylvain Cherkaoui/AP/SIPA

Pour la CEDEAO et UNOWAS, l'union régionale fait la force contre la pandémie en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Mais attention à ne pas oublier les droits humains fondamentaux insistent Jean-Claude Kassi Brou, président de la Commission de la Cedeao, et Mohamed Ibn Chambas, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

La tribune est co-signée par Jean-Claude Kassi Brou, président de la Commission de la Cedeao, et Mohamed Ibn Chambas, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

► Face à la crise sanitaire sans précédent qui déstabilise l'économie globale et bouleverse la vie de milliards de personnes à travers le monde, la mobilisation et la solidarité de tous est une nécessité humaine et une priorité stratégique. Les efforts déployés individuellement par les pays, aussi importants soient-ils, ne seront pas suffisants face à un virus qui ne connaît ni frontière, ni nationalité, ni religion, ni ethnie.

Les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel ne sont pas épargnés par cette menace qui vient s'ajouter aux multiples défis, particulièrement d'ordre sécuritaire, qui affectent déjà le développement, la paix et la stabilité de cette région. Pour faire face à cette épreuve inédite, les gouvernements – soutenus par l'ensemble des acteurs publics et privés – ont rapidement pris une série de mesures nécessaires pour protéger les populations et juguler les conséquences socio-économiques de la pandémie du Covid-19.





Les diverses initiatives entreprises par les partenaires régionaux et internationaux sont porteuses d'espoir pour des millions de personnes en Afrique de l'Ouest, au Sahel et au-delà

Multilatéralisme responsable

Les diverses initiatives entreprises par les partenaires régionaux et internationaux sont porteuses d'espoir pour des millions de personnes en Afrique de l'Ouest, au Sahel et au-delà. Elles attestent aussi de la nécessité d'un multilatéralisme responsable pour faire face à cette crise. Au niveau international, les Nations unies ont lancé un plan de réponse humanitaire mondial coordonné de 2 milliards de dollars pour financer la lutte contre le Covid-19 dans les pays les plus pauvres du monde. Elles ont aussi demandé l'annulation de la dette des pays africains.

En outre, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé à un cessez-le-feu global dans les zones de conflits pour permettre au personnel médical et aux services hospitaliers d'apporter l'aide sanitaire nécessaire aux enfants et adultes contaminés par le virus. Les Nations unies travaillent également à mobiliser des partenaires comme la Banque mondiale, le FMI et la BAD pour affronter la crise de manière coordonnée et efficace ainsi que pour en organiser la sortie.

Au niveau régional, les chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO ont démontré leur détermination et leur volonté de tout mettre en œuvre pour protéger les citoyens et les résidents de la Communauté et d'unir leurs efforts pour trouver une solution durable à la crise sanitaire. Lors de leur dernier sommet extraordinaire, ils ont décidé de mettre en œuvre une série de mesures ambitieuses pour intensifier et coordonner leurs actions de lutte contre COVID-19, d'élaborer un plan de lutte contre sa propagation et un plan de relance économique post-pandémique, de soutenir les couches sociales les plus défavorisées, de renforcer la coopération régionale en matière de recherche et d'échange d'expériences sur le virus et, enfin, d'exhorter les États membres à contribuer au Fonds de réponse continental contre COVID-19 en Afrique.

Ils ont également décidé d'émettre des bons du Trésor et des obligations à long terme pour financer les besoins d'investissement essentiels, pour soutenir le secteur privé et relancer les économies ; pour apporter un soutien substantiel aux secteurs sociaux (outils d'apprentissage à distance, renforcement des systèmes et des équipements de santé, accès facile à Internet, etc.), de déployer, par l'intermédiaire des banques centrales, des outils, des moyens et des liquidités importantes pour aider le secteur financier à fournir une assistance au secteur privé, en particulier aux petites et moyennes entreprises (PME), et les institutions de microfinancement à apporter un soutien au secteur informel ; de mobiliser des ressources supplémentaires auprès de la communauté inter-



nationale pour relever les défis économiques et sociaux auxquels sont confrontés les États membres ; mettre en œuvre des mesures urgentes pour soutenir la production locale de biens de consommation, y compris les produits agricoles, et réduire ainsi la facture des importations de ces biens ; mettre en place un programme de soutien au secteur de la fabrication de produits pharmaceutiques et d'équipements de protection de la santé, dont la production couvre à peine 20 % des besoins de consommation actuels de la région.

Dans la région toujours, la CEDEAO et le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), partenaires majeurs, sont solidaires des gouvernements et des populations dans leur combat contre le Covid-19. Ils souhaitent aussi rappeler deux idées primordiales que le contexte de crise et d'urgence ne doit surtout pas faire oublier.

Inclusion et égalité

La première : il est essentiel que les réponses mises en œuvre par les gouvernements de la région tiennent compte du respect des droits de l'homme, de l'inclusion, de l'égalité des genres, de la prévention des violences contre les femmes ainsi que de la lutte contre la stigmatisation.

La seconde concerne les élections. 2020 est une année d'élections. Après le Togo où des élections présidentielles ont été organisées en février dernier, cinq autres élections présidentielles sont prévues au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée et au Niger. Il est important que la décision de maintenir ou de reporter ces élections soit prise sur la base d'un consensus politique inclusif et en tenant compte des recommandations des experts médicaux.

La Commission de la CEDEAO et l'UNOWAS continueront à œuvrer ensemble pour aider la région à sortir de cette épreuve plus forte, plus unie et plus solidaire.

Plus d'articles dans le Mag

- UNOWAS solidaire des pays de la sous-région face au COVID-19
- UNOWAS aux côtés de la CEDEAO pour juguler les effets de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest
- « À l'OMS, nous travaillons 24 heures sur 24 pour aider les gouvernements à mener la riposte contre la pandémie du COVID-19 »
- Il faut faire taire les armes pour vaincre le COVID-19
- La pandémie du COVID-19 ne peut être vaincue sans le respect effectif des droits de l'homme
- Les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise
- « Cela a été un privilège et un honneur pour moi de servir les Nations Unies »
- Une réponse collective et multidimensionnelle est nécessaire pour consolider la paix en Afrique de l'Ouest et du Sahel dans le contexte du COVID-19
- Les femmes, pièce maitresse dans la lutte contre le COVID-19 et ses effets
- « Le développement de l'Afrique ne se fera pas sans la technologie numérique »
- Entre inquiétude et optimisme, Les Sénégalais font face à la pandémie du COVID-19

« Cela a été un privilège et un honneur pour moi de servir les Nations Unies »



Après plus de trente ans de bons et loyaux services durant lesquels elle a occupé plusieurs positions, la Représentante spéciale Adjointe du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mme Ruby Sandhu-Rojon, tire sa révérence des Nations Unies pour savourer une retraite méritée. Entretien.

Vous prenez votre retraite de l'ONU après avoir servi plus de trois décennies à différents postes. Que pouvez-vous nous dire sur l'ONU ?

Je voudrais reconnaître la contribution des Nations Unies au développement et à la paix dans le monde. Si nous comparons la situation d'il y a 50 ans à celle d'aujourd'hui, nous constatons qu'il y a eu d'énormes progrès en termes d'amélioration de la vie des populations. Les filles peuvent aller à





l'école - et certaines maladies - telles que la polio et le ver de Guinée ont été radicalement réduites, voire éradiquées dans certains pays. Les secteurs social, éducatif et sanitaire ont connu un développement. Il reste beaucoup à faire, mais c'est certainement un bon résultat. Dans la sphère politique, des progrès ont été réalisés en matière de droits de l'homme, de droits électoraux et de processus- là encore, il reste beaucoup à faire, mais au moins les gens ont la possibilité et l'espace de s'exprimer. Nous reconnaissons aujourd'hui le viol comme un crime de guerre- c'est le résultat du plaidoyer des Nations unies. Nous reconnaissons que si nous n'agissons pas sur le changement climatique, nous créerons des difficultés au niveau mondial- une fois encore, c'est grâce au plaidoyer des Nations unies. L'ONU a également créé un forum où plus de 191 pays peuvent échanger leurs points de vue - ils ne sont pas toujours d'accord- bien qu'ils aient accepté les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les Objectifs de développement durable (ODD)- ce qui en dit long. Il existe également des exemples de maintien de la paix auxquels les Nations unies ont contribué, comme au Timor oriental. Malheureusement, c'est le côté négatif dont on se souvient et pour moi, je me souviens de la façon dont l'ONU a contribué et continue d'améliorer la vie des gens. Si les Nations unies n'existaient pas, nous devrions les inventer.

Quels sont les messages/conseils clés que vous pouvez partager avec la jeune génération, en particulier les femmes, travaillant pour l'ONU [et en dehors de l'ONU] ?

Messages clés pour les femmes : Lorsque je suis entrée aux Nations unies il y a plus de 30 ans, il n'y avait pas de femmes coordinateurs résidents - aujourd'hui, nous parlons de la parité du nombre de femmes coordinateurs résidents. J'ai moi-même eu l'occasion et le privilège de servir en tant que



Si nous comparons la situation d'il y a 50 ans à celle d'aujourd'hui, nous constatons qu'il y a eu d'énormes progrès en termes d'amélioration de la vie des populations



coordinatrice résidente des Nations unies au Ghana. Il existe une agence spécifique des Nations unies pour l'autonomisation des femmes et des filles. Il existe des formations spécifiques au leadership pour les femmes occupant des postes de cadres intermédiaires au sein des Nations unies - ce qui n'existait pas auparavant. J'ai eu le privilège de travailler au PNUD lorsqu'une femme le dirigeait pour la première fois. Nous avons 7 femmes qui étaient en compétition pour le poste de Secrétaire Général des Nations Unies. Cela dit, même si des progrès ont été réalisés, nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir, mais cela est de bon augure pour les jeunes femmes du système des Nations unies et je les encourage à continuer de plaider et de faire du bruit pour le changement. Je me réjouis de voir une femme Secrétaire général à l'avenir.



Vous terminez votre carrière à l'ONU au poste de Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Que pouvez-vous nous dire sur votre expérience dans cette région ?

La région de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel est une région dynamique ; il y a constamment de changements dans la sphère politique, sociale et humanitaire. Nous répondons à une crise constante mais nous devons penser à des investissements à long terme. Nous devons sauver des vies, mais nous devons aussi aider les gens à construire leur vie. Pour la stabilité, nous ne devons pas nous limiter à la sécurité, mais nous devons aborder les questions de santé, d'éducation, de société et de population. C'est une région qui présente des défis, mais aussi de formidables opportunités, notamment grâce à sa population jeune.

Au niveau personnel, cela doit être très spécial de quitter l'ONU après toutes ces années. Comment vous sentez-vous ? Avez-vous des projets pour votre nouvelle vie ?

Cela a été un privilège et un honneur pour moi de servir les Nations Unies. En mettant fin à ma carrière, je pars avec des expériences et des souvenirs très riches des réalisations des Nations Unies. J'ai pu être témoin du changement et y contribuer de façon modeste, et je suis privilégiée d'avoir eu cette opportunité. Nous vivons aujourd'hui dans un monde qui est confronté à de nombreux défis et qui nécessite une réponse concertée, et pourtant il existe une résistance à une approche multilatérale. Le temps que j'ai passé à l'ONU confirme ma conviction que ce n'est que par le multilatéralisme que nous pourrions trouver des solutions pour le développement durable.

Plus d'articles dans le Mag

- UNOWAS solidaire des pays de la sous-région face au COVID-19
- UNOWAS aux côtés de la CEDEAO pour juguler les effets de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest
- « À l'OMS, nous travaillons 24 heures sur 24 pour aider les gouvernements à mener la riposte contre la pandémie du COVID-19 »
- Il faut faire taire les armes pour vaincre le COVID-19
- La pandémie du COVID-19 ne peut être vaincue sans le respect effectif des droits de l'homme
- Les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise
- « Cela a été un privilège et un honneur pour moi de servir les Nations Unies »
- Une réponse collective et multidimensionnelle est nécessaire pour consolider la paix en Afrique de l'Ouest et du Sahel dans le contexte du COVID-19
- Les femmes, pièce maîtresse dans la lutte contre le COVID-19 et ses effets
- « Le développement de l'Afrique ne se fera pas sans la technologie numérique »
- Entre inquiétude et optimisme, Les Sénégalais font face à la pandémie du COVID-19

Une réponse collective et multidimensionnelle est nécessaire pour consolider la paix en Afrique de l'Ouest et du Sahel dans le contexte du COVID-19



Soucieuse de la propagation de la pandémie, la Commission pour la Consolidation de la Paix (PBC) a convoqué le 22 avril dernier, une réunion virtuelle pour discuter de l'impact du COVID-19 en Afrique de l'Ouest et au Sahel. S'adressant aux ambassadeurs de plusieurs Etats-membres présents à la réunion Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas et le Sous-Secrétaire général à l'appui à la consolidation de la paix, Oscar Fernandez-Taranco, ont fait le point sur la situation dans la sous-région.

Sous la présidence du Représentant permanent du Canada, Marc André-Blanchard, s'est tenue la première réunion virtuelle de la Commission pour la consolidation de la paix (PBC) entièrement consacrée à l'impact du COVID-19 sur les efforts de consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Au cours de cette rencontre, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas et le Sous-Secrétaire général à l'appui à la consolidation de la paix, Oscar Fernandez-Taranco ont tour à tour informé et échangé avec les différents ambassadeurs sur notamment, la nature de l'impact du COVID-19, et sur le soutien international requis pour maintenir les efforts



fournis pour la consolidation de la paix et renforcer l'engagement pour une paix et un développement durables dans la sous-région.

Privilégier le consensus

La pandémie du COVID-19 a mis à nu les lacunes sous-jacentes de la gouvernance mais elle est également un test de la capacité des institutions nationales à répondre aux besoins des populations, a relevé le Représentant spécial Ibn Chambas dans son intervention, avant de souligner l'importance de soutenir les structures de gouvernance et de renforcer la résilience au niveau communautaire pour répondre adéquatement à ce défi à court, moyen et long terme.

2020 est une année importante pour la consolidation des acquis démocratiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Plusieurs pays majeurs organiseront des élections présidentielles : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, et le Niger. Mais avec le COVID-19 qui continue de menacer la vie de millions de personnes et dont les conséquences sur les économies nationales et sous-régionales font craindre une récession et une baisse significative de la croissance économique des pays de la sous-région, le maintien ou non des échéances électorales est désormais au centre des débats.

Abordant cette question, le Représentant spécial, M. Ibn Chambas, a averti que la pandémie pourrait avoir de graves répercussions sur les processus électoraux à forts enjeux prévus pour la fin de l'année. «Il est nécessaire de déployer des efforts concertés pour garantir un consensus dans la réponse aux effets du COVID-19 sur le processus électoral».

Lors de son intervention, M. Ibn Chambas a également exprimé son inquiétude face aux attaques croissantes des groupes extrémistes et terroristes en cette période de pandémie aggravant encore la crise humanitaire. Il a souligné que la combinaison de tous ces facteurs entraînera une augmentation du chômage, une pauvreté extrême et la probabilité d'un mécontentement social accru. A cet égard, Il a réitéré les appels lancés par le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, en faveur de la suppression de la dette, et a plaidé, pour la poursuite de l'appui bilatéral et multilatéral en faveur de l'aide humanitaire ainsi que pour des efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Le Représentant spécial a également souligné la nécessité de soutenir la participation des communautés, notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, les chefs traditionnels, religieux et civiques aux processus de prise de décisions.



La pandémie du COVID-19 a mis à nu les lacunes sous-jacentes de la gouvernance mais elle est également un test de la capacité des institutions nationales à répondre aux besoins des populations





Réunion de haut niveau de la Commission de consolidation de la paix sur «La prévention et la consolidation de la paix au Burkina Faso. New York, 27 septembre 2020.

Une réponse internationale coordonnée

Pour sa part, M. Oscar Fernandez-Taranco, a souligné que la crise du COVID-19 exigeait une réponse multidimensionnelle et transversale, et en lien direct avec les Objectifs de Développement Durable, des États membres, des organisations internationales et régionales, des institutions financières internationales, de la société civile et des entreprises. Il a informé que la Commission pour la Consolidation de la Paix s'est rapidement adaptée à l'impact de COVID-19 et fournit une plateforme unique pour la solidarité internationale, notamment en soutenant un financement et des partenariats solides pour la consolidation et le maintien de la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Les Etats représentés à la rencontre ont également fait de fortes recommandations allant dans le sens d'une réponse immédiate à la pandémie de COVID-19, principalement axée sur les secteurs sanitaire et humanitaire, et qui devrait être accompagnée d'investissements à moyen et long terme dans les services sociaux de base, la gouvernance, l'économie, l'agriculture, l'environnement et le développement. Ils ont également relevé la nécessité de renforcer la cohérence, la coordination et la collaboration entre les partenaires nationaux, régionaux et internationaux tels que la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International et la Banque Africaine de Développement pour éviter la duplication des efforts, et assurer une responsabilité collective et un soutien adapté aux contextes spécifiques des pays, tout en optimisant les différentes capacités et ressources.

Faisant écho aux diverses interventions des représentants des Etats membres, le Représentant spécial a tenu à rappeler que « la continuité des activités des gouvernements de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel est un domaine clé que nous devons soutenir, tout comme celui concernant la santé et les autres domaines qui aident à renforcer la paix et la stabilité».

Plus d'articles dans le Mag

- [UNOWAS solidaire des pays de la sous-région face au COVID-19](#)
- [UNOWAS aux côtés de la CEDEAO pour juguler les effets de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest](#)
- [« À l'OMS, nous travaillons 24 heures sur 24 pour aider les gouvernements à mener la riposte contre la pandémie du COVID-19 »](#)
- [Il faut faire taire les armes pour vaincre le COVID-19](#)
- [La pandémie du COVID-19 ne peut être vaincue sans le respect effectif des droits de l'homme](#)
- [Les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise](#)
- [« Cela a été un privilège et un honneur pour moi de servir les Nations Unies »](#)
- [Une réponse collective et multidimensionnelle est nécessaire pour consolider la paix en Afrique de l'Ouest et du Sahel dans le contexte du COVID-19](#)
- [Les femmes, pièce maîtresse dans la lutte contre le COVID-19 et ses effets](#)
- [« Le développement de l'Afrique ne se fera pas sans la technologie numérique »](#)
- [Entre inquiétude et optimisme, Les Sénégalais font face à la pandémie du COVID-19](#)

Les femmes, pièce maitresse dans la lutte contre le COVID-19 et ses effets



2020, une année symbolique pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. En effet, cela fait vingt ans que le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté la Résolution 1325, sur l'implication des femmes dans les efforts de paix et de sécurité. 2020 restera à jamais gravé dans les mémoires, avec la pandémie du COVID-19 qui en plus d'être un enjeu sanitaire, soulève de profonds défis économiques, sociaux et sécuritaires. Cette pandémie a des effets néfastes sur les populations notamment les plus vulnérables comme les filles et les femmes.

La pandémie du COVID-19 impacte les femmes

Selon une note de synthèse de l'ONU sur l'impact du COVID-19 sur les femmes, publiée le 9 avril 2020, près de 60% des femmes dans le monde travaillent dans l'économie informelle, gagnent moins, épargnent moins et risquent davantage de tomber dans la pauvreté. Les femmes représentent plus de 70 pour cent des agents de santé dans le monde et le travail de soins non rémunéré des femmes a augmenté en raison de la fermeture des écoles et des besoins accrus des personnes âgées.

▲ Les femmes et les jeunes s'engagent aux côtés des organisations de la société civile du Sénégal pour la distribution de masques aux populations, avec l'appui de ONU Femmes. Photo: ONU Femmes.



Au niveau régional, une enquête sur l'impact du COVID-19 sur l'agenda Genre, Femmes, Paix et Sécurité menée au mois de mai par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), en collaboration avec les Représentant(e)s nationaux auprès des 17 pays membres du Groupe de travail Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel (GTFJPS-AOS) révèle que les hommes sont plus touchés par le COVID-19 que les femmes et que l'impact économique est fortement ressenti par ceux qui travaillent dans le secteur informel.

Comme partout ailleurs dans le monde, il est à noter également, une hausse de la violence domestique à l'égard des femmes exacerbée par la baisse des revenus en raison du confinement, du couvre-feu ou de la réduction des heures de travail. Il ressort également de cette enquête que la fermeture des écoles a anéanti les efforts déployés pour maintenir les filles à l'école.

Les femmes et les jeunes au cœur de la riposte contre le COVID-19 et ses effets

Le Secrétaire général des Nations Unies a exhorté tous les gouvernements à faire de la prévention et de la réparation de la violence à l'égard des femmes un élément clé de leurs plans nationaux de riposte. M. Guterres a aussi encouragé « les gouvernements à placer les femmes et les filles au centre de leurs efforts pour se remettre du COVID-19 ». « Cela commence par les femmes en tant que dirigeantes, avec une représentation égale et un pouvoir décisionnel » a-t-il dit. Dans la même lignée, le Représentant spécial, Mohamed Ibn Chambas, a exhorté les Etats de la région à « prendre toutes les mesures nécessaires pour placer les jeunes et les femmes au cœur de la prise de décision et assurer leur participation au processus de réponse à la propagation de la maladie ».

La Secrétaire générale adjointe aux Affaires Politiques, Rosemary A. DiCarlo, le Secrétaire général adjoint à la Consolidation de la Paix et aux Opérations de Paix, Jean-Pierre François Renaud Lacroix, et la Directrice Exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo Ngcuka, ont conjointement lancé un appel reconnaissant le rôle central que jouent les femmes dans la consolidation de paix, notamment à travers leurs efforts pour rendre possible un cessez-le-feu mondial. Selon eux, la pandémie de COVID-19 est un signal fort et le monde ne peut pas faire face aux guerres et à la pandémie en même temps. « Quand les femmes sont impliquées, les perspectives de paix durable sont meilleures. Les femmes sont souvent des médiatrices entre les communautés, et entre les gouvernements et leurs citoyens », ont-ils déclaré.



Comme partout ailleurs dans le monde, il est à noter également, une hausse de la violence domestique à l'égard des femmes exacerbée par la baisse des revenus en raison du confinement

Plus d'articles dans le Mag

- [UNOWAS solidaire des pays de la sous-région face au COVID-19](#)
- [UNOWAS aux côtés de la CEDEAO pour juguler les effets de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest](#)
- [« À l'OMS, nous travaillons 24 heures sur 24 pour aider les gouvernements à mener la riposte contre la pandémie du COVID-19 »](#)
- [Il faut faire taire les armes pour vaincre le COVID-19](#)
- [La pandémie du COVID-19 ne peut être vaincue sans le respect effectif des droits de l'homme](#)
- [Les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise](#)
- [« Cela a été un privilège et un honneur pour moi de servir les Nations Unies »](#)
- [Une réponse collective et multidimensionnelle est nécessaire pour consolider la paix en Afrique de l'Ouest et du Sahel dans le contexte du COVID-19](#)
- [Les femmes, pièce maîtresse dans la lutte contre le COVID-19 et ses effets](#)
- [« Le développement de l'Afrique ne se fera pas sans la technologie numérique »](#)
- [Entre inquiétude et optimisme, Les Sénégalais font face à la pandémie du COVID-19](#)

« Le développement de l'Afrique ne se fera pas sans la technologie numérique »

La situation actuelle causée par la crise sanitaire mondiale COVID-19, a suscité des élans de solidarité et de créativité exceptionnels. En Afrique de l'Ouest et au Sahel, des jeunes talentueux ont mis leur créativité au service de leur pays et de la région pour faire face aux conséquences de la pandémie.

A seulement 24 ans, Fabrice Teeg-Wendé Guéné est le co-fondateur de BRISCOM, une agence de communication numérique qui accompagne les entreprises dans leurs processus de communication, de marketing web et de digitalisation. Il a créé Ecole Digitale, une plateforme d'enseignement en ligne pour permettre aux élèves de poursuivre leurs études à domicile suite à la fermeture d'écoles, de collèges et d'universités en raison de la pandémie. Entrevue.



Qui est Fabrice Teeg-Wendé Guéné ? parlez-nous brièvement de vous.

Je suis un jeune entrepreneur dans le digital. J'ai 24 ans et je suis diplômé en communication et journalisme. J'ai une grande passion pour le numérique et la communication. Je suis co-fondateur de BRISCOM, une agence de communication digitale.



Vous êtes passionné par la communication numérique; quel est l'importance des outils numériques dans nos sociétés, notamment en Afrique ?

Pour moi, à la plupart des défis de nos sociétés africaines, il existe une solution digitale. Le digital ne fait pas tout, mais peut être d'un apport inestimable. La dématérialisation de certaines opérations contribue énormément à l'amélioration des conditions et à la sécurité. Grâce aux services bancaires mobiles (mobile banking) par exemple, les populations arrivent à mieux protéger leur argent. Le digital contribue à apporter l'éducation dans des zones reculées et parfois inaccessibles à cause de fléaux comme le terrorisme. Sans oublier les innovations dans le domaine de la santé qui permettent aux communautés défavorisées de bénéficier de diagnostics et ou de prise en charge de maladies à distance. Avec le digital le champ des possibilités est vaste. Il reste aux inventeurs et aux innovateurs d'explorer ces possibilités et solutions pour booster le développement. Le développement de l'Afrique ne se fera pas sans le numérique. Bien au contraire, je pense que le numérique est la porte, le canal par lequel l'Afrique fera valoir ce qu'elle a à offrir au monde entier.

Vous avez récemment créé Ecole Digitale, une plateforme d'enseignement en ligne pour aider les élèves qui ont dû arrêter les cours à cause de la pandémie du COVID-19. Comment et pourquoi vous êtes-vous lancé dans ce projet?

Briscom se veut un générateur de solutions digitales aux problèmes de la société. Au regard de la crise et de la fermeture des salles de classe, nous nous sommes dit qu'il était de notre devoir d'apporter notre contribution dans la lutte. C'est ainsi que nous avons décidé de rendre les cours accessibles au plus grand nombre d'élèves à travers internet. Et l'idée de École Digitale est née. Nous avons immédiatement commencé la réalisation du projet avec nos propres moyens. Au bout de 3 semaines nous étions à l'ouverture de la version bêta. Mais le développement continue.

Au-delà de la problématique du coronavirus, École Digitale répond à trois Objectifs de Développement durable que sont l'accès à l'éducation (ODD 4), l'égalité des chances (ODD 10) et la collaboration pour l'atteinte des objectifs (ODD 17). Le terrorisme ayant conduit à la fermeture de certaines d'écoles il est important que les enfants de ces zones là puissent également avoir le droit à la même éducation que les autres. Le taux d'échec étant très élevé ces dernières années aux examens scolaire, École Digitale prévoit de disponibiliser également un soutien scolaire gratuit pour tous les élèves afin de garantir l'égalité des chances de réussite.



La plupart des défis de nos sociétés africaines, il existe une solution digitale



La première étape du projet était la réalisation au plan technique de la plateforme. Au bout de trois semaines nous avons bouclé cette étape. La deuxième consistait à trouver le contenu. Nous avons donc fédéré une équipe pédagogique locale et qualifiée constituée d'enseignants certifiés, supervisés par des inspecteurs de l'éducation nationale pour garantir la qualité des cours dispensés sur la plateforme.

A l'étape actuelle nous sommes en train de travailler à disposer un espace interactif de discussion entre élèves et enseignants pour permettre aux élèves de pouvoir poser des questions au besoin, afin de faciliter leur apprentissage.

La plateforme est-elle opérationnelle d'une manière efficace et satisfaisante ?

Oui la plateforme est ouverte et fonctionnelle. Mais il reste pas mal de choses à faire comme la finalisation de l'espace interactif d'échange, la publication des cours des classes intermédiaires (tout le programme du CP1 à la Terminale) et l'opérationnalisation du soutien scolaire personnalisé et gratuit pour tous les élèves. Nous avons mis le cap sur les classes d'examens pour parer à l'urgence. Les classes intermédiaires auront du contenu bientôt mais le manque d'un personnel permanent ralenti les processus, mais la plateforme fonctionne et les élèves ont accès aux cours.

Nous travaillons depuis le début de l'initiative à entrer en contact avec le Ministère de l'éducation nationale. Au regard de la lourdeur de l'administration et des lenteurs qui peuvent en découler, nous avons décidé de continuer notre action, puis à les recontacter dès que cela sera possible. Ce que nous attendons en priorité c'est une labellisation qualité de nos contenus de la part du ministère de l'éducation nationale afin de rassurer les élèves et parents d'élève par rapport à la qualité du contenu. Les enseignants et inspecteurs nous accompagnent depuis le début de façon totalement bénévole. Ils produisent les cours, les exercices, bientôt les évaluations. Ils resteront également disponibles sur la plateforme pour assister les élèves qui en ont besoin.

Nous avons réussi à obtenir de Orange Burkina l'insertion de École Digitale, dans leur pack éducation qui d'ordinaire est accessible à 100 F/ jour mais qui est devenu gratuit le temps de la crise du Coronavirus.

Quels sont les obstacles qui bloquent sa mise en marche effective de la plateforme ?

Nous souhaiterions bien avoir une labellisation des contenus qui sont produits par les enseignants. Pour l'instant les cours



A l'étape actuelle nous sommes en train de travailler à disposer un espace interactif de discussion entre élèves et enseignants pour permettre aux élèves de pouvoir poser des questions au besoin, afin de faciliter leur apprentissage



sont validés en amont par des inspecteurs qui ont bien voulu nous assister. Des moyens financiers pour recruter un personnel dédié et permanent font défaut ! Il serait également de bon ton de pouvoir encourager les enseignants qui jusqu'à présent nous accompagnent de façon totalement bénévole.

Pour l'instant nous n'avons pas d'accompagnement, ni du gouvernement, ni d'un quelconque autre partenaire. Les besoins financiers pour supporter les charges de fonctionnement de la plateforme sont assez élevés et toute aide que nous pourrions recevoir nous serait fort utile pour faire fonctionner la plateforme au meilleur de son potentiel, au grand bonheur des élèves.

Votre plateforme pourrait-elle être utilisée dans les pays de la sous-région, par exemple ?

La plateforme est absolument duplicable ailleurs. Nous l'avons d'ailleurs pensé et conçu ainsi. Nous aimerions bien pouvoir permettre aux élèves d'autres pays d'Afrique de profiter de École Digitale. Le Burkina peut être considéré comme un projet pilote.

Pour dupliquer le modèle ailleurs, il va nous falloir une équipe pédagogique qualifiée au niveau local pour produire les cours selon le programme de chaque pays. Il va aussi nous falloir une infrastructure technique (hébergeur) puissante afin de supporter la charge de trafic que pourrait générer chaque site.

Avez-vous d'autres projets ? pensez-vous pouvoir obtenir le soutien nécessaire pour les réaliser ?

Oui nous avons plusieurs autres projets sur lesquels nous travaillons. Nous sommes sur plusieurs secteurs, éducation, employabilité, santé, entrepreneuriat, immobilier, etc. Ce ne sont pas les besoins qui manquent, le premier étant bien évidemment le besoin financier et de partenariat.

Par exemple nous travaillons sur un projet que nous avons nommé Yidgri qui signifie épanouissement en mooré. C'est un projet qui consiste en la création d'une plateforme de formation en ligne pour les entrepreneurs. Des formations spécialisées, adaptées au contexte africain afin de permettre aux entrepreneurs africains d'améliorer leur résilience et d'entreprendre selon les règles de l'art afin d'éviter au maximum de créer des entreprises mort-nées comme c'est le cas aujourd'hui !



Pour l'instant nous n'avons pas d'accompagnement, ni du gouvernement, ni d'un quelconque autre partenaire



L'autorité publique est difficile à mobiliser sur la base d'un simple projet, d'autant plus qu'aujourd'hui tout le monde a un projet. C'est la raison pour laquelle nous travaillons toujours sur la base de nos moyens et ressources personnelles. Cela nous permet de lancer un prototype sur la base duquel nous pouvons aller à la recherche de partenariats publics ou privés.

Plus d'articles dans le Mag

- UNOWAS solidaire des pays de la sous-région face au COVID-19
- UNOWAS aux côtés de la CEDEAO pour juguler les effets de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest
- « À l'OMS, nous travaillons 24 heures sur 24 pour aider les gouvernements à mener la riposte contre la pandémie du COVID-19 »
- Il faut faire taire les armes pour vaincre le COVID-19
- La pandémie du COVID-19 ne peut être vaincue sans le respect effectif des droits de l'homme
- Les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise
- « Cela a été un privilège et un honneur pour moi de servir les Nations Unies »
- Une réponse collective et multidimensionnelle est nécessaire pour consolider la paix en Afrique de l'Ouest et du Sahel dans le contexte du COVID-19
- Les femmes, pièce maitresse dans la lutte contre le COVID-19 et ses effets
- « Le développement de l'Afrique ne se fera pas sans la technologie numérique »
- Entre inquiétude et optimisme, Les Sénégalais font face à la pandémie du COVID-19

Entre inquiétude et optimisme, les Sénégalais font face à la pandémie du COVID-19



Entre inquiétude et optimisme, les Sénégalais, comme leurs voisins en Afrique de l'Ouest et au Sahel, continuent de faire face à la pandémie du COVID-19 avec détermination et responsabilité.

Il est presque 20h ! les rues des Almadies (Dakar) bordées de restaurants et discothèques, d'habitude si animées, sont vides. Avec des gestes pressés mais fermes, Omar emballe rapidement son étalage de fruits comme on empaquette un objet destiné à une livraison urgente. Installé depuis des années dans une rue passante des Almadies, Omar a l'habitude de servir une clientèle fidèle jusque tard dans la soirée. Mais, à son grand dam, Omar doit respecter les termes du couvre-feu imposé depuis quelques jours par le gouvernement sénégalais pour lutter contre la propagation du COVID-19. Désormais, toute activité commerciale et tout mouvement de populations doivent cesser entre 20h et 5h du matin.

Comme beaucoup de pays dans le monde et dans la sous-région, le Sénégal a dû réagir vite face à la menace globale du Coronavirus. La lutte contre la propagation du virus et la protection de toute la population était devenue la première priorité du gouvernement sénégalais.



La ville de Dakar, capitale du Sénégal est vide de tout son beau monde et de toute circulation de véhicules durant les moments du couvre-feu décrété à cause du COVID-19



« Ce moment est inédit dans l'histoire de l'humanité. Voilà que l'infiniment petit fait trembler le monde entier, de façon brutale, rapide et massive ; ignorant les frontières ; frappant sans distinction pays riches comme pays pauvres, et sans égard pour le statut social des uns et des autres, » a déclaré le Président Macky Sall dans son discours à la nation du 23 mars dernier dans lequel il fera référence à l'article 69 de la Constitution et de la loi 69-29 du 29 avril 1969, pour instaurer un état d'urgence assorti d'un couvre-feu de 20h à 6h du matin sur l'étendue du territoire national. C'est la première mesure phare qui sera suivie par une série d'autres mesures importantes, notamment la création d'un Fonds de riposte et de solidarité contre les effets du COVID-19, FORCE-COVID-19, doté de 1000 milliards de FCFA et dont l'objectif est de faire face aux impératifs d'ordre budgétaire, économique, social, sanitaire et sécuritaire de la lutte contre le COVID-19.

A l'instar des autres pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, le Sénégal n'a cessé, presque trois mois après l'intervention de Macky Sall, de s'adapter à l'évolution de la pandémie tout en faisant face à la propagation de celle-ci. Désormais, suite à la décision du gouvernement d'assouplir quelques mesures, notamment le couvre-feu, Omar, le marchand de fruits, peut enfin lancer un ouf de soulagement, car Il peut vendre ses fruits jusqu'à 23h au lieu de 20h, l'horaire initial du couvre-feu. « Franchement, ce sont des moments difficiles que nous vivons. Mais je suis content de pouvoir rester plus tard pour vendre mes fruits », dit-il avec enthousiasme.

Comme Omar, beaucoup de Sénégalais ont adhéré aux dispositions mises en place dans le cadre de l'état d'urgence et ont respecté les mesures contraignantes pour se protéger et protéger autrui de la menace permanente du COVID-19. Mais au regard du net ralentissement économique et de ses conséquences déjà visibles, notamment sur le taux de chômage et de la productivité, beaucoup de Sénégalais ne cachent plus leur inquiétude.

Maryam Diouf, jeune célibataire, serveuse dans un restaurant réputé sur la corniche est amère. « Mon employeur m'a payé durant le premier mois, et depuis, je suis au chômage sans aucune aide, ni ressource financière ». La même amertume est partagée par Alassane Ndoeye, gérant d'un hôtel familial de 20 chambres à la Somone qui a dû tout simplement fermer l'établissement. « A cause de ce virus, nous sommes en cessation d'activités, nous n'avons reçu aucun touriste depuis le mois de mars », se lamente Alassane.

L'intégralité du Discours à la Nation du Président Macky Sall du 23 mars 2020



A l'instar des autres pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, le Sénégal n'a cessé, presque trois mois après l'intervention de Macky Sall, de s'adapter à l'évolution de la pandémie tout en faisant face à la propagation de celle-ci.



En effet, le tourisme et toutes les activités liées à ce secteur économique majeur au Sénégal ont été, comme d'autres domaines économiques, fortement impactés par la crise du COVID-19, et ce malgré la mobilisation continue du gouvernement qui multiplie les initiatives pour soutenir l'économie nationale et celle des ménages.

Si l'impact de la pandémie sur la vie socio-économique provoque une inquiétude légitime et de plus en plus grandissante, celle concernant la propagation du virus est tout aussi grandissante chez beaucoup de Sénégalais. Pour Marie Fall, jeune médecin généraliste, « Le virus n'est pas parti. Nous devons rester vigilants et continuer de respecter les mesures barrières pour nous protéger et sauver des vies. C'est important », martèle-t-elle d'une voix ferme.

Et la jeune médecin a raison. Selon les chiffres communiqués par le gouvernement, au 25 juin 2020, le Sénégal a vu une nette augmentation des contaminations et de nombre de décès. Aujourd'hui, le pays compte 93 décès et 6,129 personnes testées positives du COVID-19.

Mais réalité socio-économique oblige, beaucoup de pays dans la sous-région et ailleurs ont déjà assoupli les mesures prises dans le cadre de la lutte contre le COVID-19. Selon Mohamed Bey, sociologue, « Il semble désormais nécessaire d'initier un retour à la vie normale tout en gardant les mesures sanitaires et en adaptant les autres [mesures] d'une manière progressive et responsable, car la situation actuelle n'est pas tenable ». En effet, à l'instar des autres Présidents en Afrique de l'Ouest, le Président Macky Sall, avait bien souligné lors de son dernier discours sur la crise du COVID-19, « qu'il fallait vivre avec le virus ».

L'irruption du COVID-19 constitue un défi majeur pour tous les pays du monde. Et faire face à cette crise inédite n'est certainement pas une chose aisée. « Il faudra maintenir une union sacrée et une détermination de tous les acteurs politiques, économiques, sanitaires et civils pour nous débarrasser définitivement de ce virus et retrouver une vie meilleure », renchérit Marie Fall qui veut rester optimiste.

Plus d'articles dans le Mag

- [UNOWAS solidaire des pays de la sous-région face au COVID-19](#)
- [UNOWAS aux côtés de la CEDEAO pour juguler les effets de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest](#)
- [« À l'OMS, nous travaillons 24 heures sur 24 pour aider les gouvernements à mener la riposte contre la pandémie du COVID-19 »](#)
- [Il faut faire taire les armes pour vaincre le COVID-19](#)
- [La pandémie du COVID-19 ne peut être vaincue sans le respect effectif des droits de l'homme](#)
- [Les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise](#)
- [« Cela a été un privilège et un honneur pour moi de servir les Nations Unies »](#)
- [Une réponse collective et multidimensionnelle est nécessaire pour consolider la paix en Afrique de l'Ouest et du Sahel dans le contexte du COVID-19](#)
- [Les femmes, pièce maîtresse dans la lutte contre le COVID-19 et ses effets](#)
- [« Le développement de l'Afrique ne se fera pas sans la technologie numérique »](#)
- [Entre inquiétude et optimisme, Les Sénégalais font face à la pandémie du COVID-19](#)